



# La Commune



## Lettre d'information de La Commune n° 10

Un bilan du lambertisme qui reste à faire, et qui sera fait.

### Introduction

Le CCI-POI est en cours d'implosion. On trouvera sur notre site tous les documents qui étalent l'affrontement entre deux factions : d'une part une majorité du Bureau national regroupée autour de Gauquelin-Lacaze et d'autre part une minorité autour de Gluckstein- Seldjouk-

Nous sommes, pour notre part plusieurs militants anciens membres de l'OCI-PCI qui avons intégré ce parti dès les années 1964 pour certains, 1967 pour d'autres, constructeurs dès la première heure de ce qui était communément appelé le groupe Lambert dans les années 60. Nous avons milité avec dévouement dans ce parti pendant un quart de siècle jusqu'à notre exclusion en février-mai 1992 pour un prétexte inventé de toute pièce.

C'est dire si nous assistons avec une véritable tristesse à tous ces affrontements qui sonnent, quelle qu'en soit l'issue, le glas du « lambertisme ».

Nous ne sommes ni serons les charognards qui se délectent de la situation. Les deux factions portent la responsabilité, par leur politique et leurs méthodes de ce gâchis historique. Serrures changées des sièges, huissiers, puis maintenant main-basse sur l'argent ; ces méthodes de voyous leur ont été enseignées par Lambert. Sur ce point, ni les uns ni les autres n'ont, à ce jour, tiré le bilan de ces méthodes de violences, de calomnies, d'insultes et d'exclusions qui émaillent toute l'histoire de l'OCI-PCI et de son prolongement, le CCI-POI. Désormais, « *ni rire ni pleurer mais comprendre* » : c'est notre objectif auquel nous invitons tous les militants honnêtes à s'associer.



### 1. Les racines : l'accélération de la lutte de classes

Il est évident que cette cassure, cette implosion a ses racines dans la situation politique historique que nous vivons et qui voit tous les partis sans exception entrer en crise car incapables de répondre aux questions politiques, économiques, institutionnelles qui se posent à toutes les classes, dans une intense lutte de classes que tous s'ingénient à refuser de voir. Voilà ce qui explique cette tendance à la dislocation, à l'implosion de tous les partis, grands et petits. Même le POI en est désormais frappé (ne parlons pas du NPA qui poursuit inexorablement sa décomposition, son processus de disparition étant même une bonne chose pour la classe ouvrière, qui n'a nul besoin de ces bobos qui cherchent à l'approcher).

Le bloc lambertiste, que l'on croyait monolithique et de granit, vient de se briser, « par le haut ». Gardons- nous d'extrapoler sur les motifs excipés par les deux factions en lice.

Le POI (ex Parti des travailleurs, vertébré par le CCI - ex PCI-OCI) n'est certes pas un parti institutionnel, ce n'est pas non plus une des composantes de l'extrême-gauche domestiquée (NPA, LO), mais son appareil est inextricablement lié et imbriqué à l'appareil de FO et à son sort , lequel appareil « se couche » devant le gouvernement et ne donne plus l'illusion d'incarner « le syndicalisme orthodoxe ayant « la force de l'indépendance

» face aux « réformes ». Ce qui en définitive bride toute initiative de ce parti (sans compter son régime interne étouffant toute libre discussion, vouant aux pires calomnies et « excommunications » ceux « qui l'ouvrent ») et le met en porte-à-faux par rapport au cours réel de la radicalisation des masses (dont l'abstentionnisme conscient est l'expression la plus élevée, à cette étape).

Tout parti qui a un fil à la patte avec les appareils social-démocrates (comme FO) ou staliniens (Front de gauche, NPA) est voué à l'immobilisme, à la sclérose et à la cristallisation de cliques au sein de sa direction, de son appareil technique et politique. Le CCI-POI ne déroge pas à cette loi d'airain de la lutte de classes.

## 2. La « particularité du lambertisme »

Samedi 29 août dernier, Marc Gauquelin dit « Lacaze » a prononcé un discours à l'occasion de l'Acte annuel fait au cimetière de Thiais en hommage à Léon Sedov. Dans ce long discours destiné essentiellement à justifier la scission et stigmatiser la minorité Seldjoukide, Lacaze a abordé, esquissé une caractérisation de l'héritage de Lambert (on trouvera l'intégralité de son discours sur notre site lacommune.org)

Lacaze a indiqué lors de ce discours l'appréciation suivante :

**« Le lambertisme a une particularité, c'est d'être un élément constitutif du mouvement ouvrier dans ce pays**

«[...] Alors camarades, les objectifs de cette opération ? (le conflit avec les seldjoukides, NDLR) Au compte de quelle combinaison ? L'avenir nous le dira assez vite. Mais quelqu'un nous met sur une piste : c'était le 15 juillet dernier, dans le journal *Le Monde*, le dénommé Noblecourt consacre un éditorial à railler avec mépris la guerre picrocholine qui se mène au sein du courant lambertiste. tout en faisant involontairement un aveu, l'aveu que le courant lambertiste bénéficie dans le mouvement ouvrier d'une multitude de relations importantes, dans FO et pas seulement dans FO, et qu'en conséquence une explosion du « lambertisme » pouvait intéresser Monsieur Noblecourt, partisan convaincu de la CFDT, du dialogue social et sous une certaine forme du corporatisme. On connaît sa littérature et on voit percer un « rêve », le rêve de tous, au moment où ce gouvernement affaibli entre dans une crise profonde, au moment où toutes les conditions du mûrissement d'actions de classe d'une ampleur inégalées sont en train de se constituer, le « rêve » de la disparition du courant lambertiste. Mais Noblecourt sait que le lambertisme a une particularité, c'est d'être un élément constitutif du mouvement ouvrier dans ce pays. Minoritaire, majoritaire, ce n'est pas la question. Sa place et son poids dans les différentes organisations n'est pas vraiment la question. Mais tous savent en revanche que par son histoire, par l'expérience qu'il a acquise dans les combats de classe, le courant lambertiste est un élément qui vertèbre la résistance de la classe sur la ligne de la défense de l'indépendance de classe des organisations et du combat pour le front unique. De ce point de vue, il leur faut organiser une campagne de dénigrement, il leur faut organiser une campagne pour tenter de faciliter les opérations qui visent à expulser les militants de ce courant. Mais là, camarades, c'est une autre paire de manches. Je pense qu'il faut, à ce moment, rendre hommage au camarade Lambert : il a réussi ce qu'il s'était fixé pour objectif, c'est-à-dire sortir le trotskysme du ghetto, l'engager, l'implanter, en faire un élément constitutif de la classe ouvrière, de son mouvement, et je crois que ceux qui décident de prêter la main à l'opération contre le courant lambertiste vont éprouver la solidité qu'il s'est forgée durant toute son existence, dans toute son histoire, et qui forme sa « tradition ». »

Certes, il est possible de partager quelques éléments de cette appréciation sur « l'héritage de Lambert » selon lequel ce dernier a contribué à « sortir le trotskysme du ghetto », on va y venir. Mais Lacaze se garde bien d'aborder le « côté obscur de la force » du même Lambert. Car en même temps que ce dernier a incontestablement assumé une certaine continuité au trotskysme, continuité dont nous nous réclamons, force est de constater qu'il lui a fait aussi énormément de mal, qu'il a au fil des années, contribué à donner une image peu ragoûtante des militants qui, en France, se réclamaient du trotskysme. Lambert a agi en Torquemada contre tout ce qui, à un moment ou à un autre, s'est opposé à lui ou, a seulement eu l'outrecuidance de formuler un début de germe de désaccord. Il a exclu à tour de bras, dénigré et calomnié nombre de militants, cadres et dirigeants de la manière souvent la plus odieuse. Ca, camarade Lacaze, ça n'est pas l'héritage du trotskysme et toutes tes citations de Trotsky n'arriveront pas à masquer les dégâts que ces pratiques ont créés, bien au contraire. Cela s'apparente bien plus au constat que Trotsky avance selon lequel le stalinisme a réussi à distiller son poison dans la IV internationale.

## Avec notre silence complice et passivité

Lambert, avec notre silence complice, notre passivité, notre crédulité a exclu Varga, qui vient de mourir, hommage lui soit rendu, en le faisant passer pour un agent double du KGB et de la CIA (manquait plus qu'agent du Mikado !), a brisé cet homme, qui a pourtant combattu le stalinisme dans la Révolution hongroise des conseils ouvriers à Budapest en 1956 ; il a exclu Charles Berg, un dirigeant de grande valeur ; Stéphane Just pour désaccords sur le vote Mitterrand en 1981 dès le premier tour ; Pierre Broué, par une sordide machination voulant le faire passer pour un suppôt des royalistes ; puis nous, quatre membres du comité central ( Jean-Paul Cros, Alexis Corbières, Antonio Guzman, Pedro Carrasquedo) pour une « rupture du centralisme démocratique de bonne foi » ( ça ne s'invente pas) et, tant d'autres en France et ailleurs.

Nous ne parlons pas des renégats passés à l'ennemi, Cambadélis, Fabre and Co dont on constatera qu'en revanche, Lambert les a traités avec grand respect et complaisance.

Ce bilan n'existe pas pour Lacaze. Pourtant, Lacaze lui-même en a été la victime quand Lambert a voulu lui mettre sur le dos les mauvais résultats comptables de la région parisienne qu'il avait en charge...Et il faudrait mettre tout cela sous le tapis ? Oh que non !

Un bilan honnête reste à faire et Lacaze, dans son discours, lui tourne le dos. Nous ne verserons pas une larme sur Seldjouk qui a été consciemment le bras armé de Lambert contre toute opposition, mais jusqu' à preuve du contraire, Lacaze et ses amis se refusent à voir la réalité, la vérité. Il faut dire qu'eux aussi ont pris leur part à ces méthodes destructrices. Ça leur fait un point commun avec les seldjoukides et il est fort à parier que la loi du silence va être la règle sur ce « côté obscur » entre les deux factions.

**Pourtant, la vérité dont se réclame Lacaze selon le titre de la lettre, exige, à l'heure de l'implosion du CCI-POI de procéder à un bilan honnête de ces heures sombres.**

### 3. Varga, « agent triple ...»

Varga a été exclu de manière infâme comme prétendu agent double du KGB et de la CIA.

La brochure « *itinéraire d'un provocateur dans la IVe Internationale* » écrite à deux mains par Just et Forge est une ignominie contre ce militant révolutionnaire.

La vérité, c'est que Lambert ne pouvait accepter que Varga ait commencé à discuter avec Gerry Healy, le dirigeant de la Socialist Labor League (SLL), organisation anglaise membre de notre regroupement international de l'époque, le CORQI.

Crime de lèse-majesté, dehors. Au lieu de dire publiquement la réalité des désaccords qui ont porté Lambert à ne pas accepter que Varga prenne contact avec Healy (Qui avait raison ou tort, est secondaire ici), Lambert a préféré user des méthodes du mensonge et de la calomnie. Suivi par nous tous qui avons avalé ses couleuvres. On attendait, au contraire, des jeunes révolutionnaires, des jeunes trotskystes que nous étions, plus de discernement et d'esprit critique.

Notre dévouement était aveugle, irréflecti, dévot. Nous avons eu tort.

## Lacaze- Seldjouk and Co : oui ou non condamnez-vous cette machination contre Varga et les violences exercées contre ses camarades ? Oui ou non ?

### 4. La « fraction secrète » de Stéphane Just.

Stéphane Just a été exclu pour désaccords politiques sur le vote Mitterrand dès le premier tour de 1981, désaccords sur « la ligne de la Démocratie » et « les sections pour un parti des travailleurs ». Les prétextes invoqués ont été la création d'une fraction secrète par Just. Ainsi, celui qui a écrit contre Varga, qui a été le procureur contre Charles Berg au congrès de Dijon, celui qui, en 1981, a écrit que les militants morénistes de Grenoble étaient des fascistes a été à son tour exclu malproprement pour « clique ».

De cette manière, un débat politique sérieux a été évité en 1981-1984.

**Lacaze-Seldjouk and Co : oui ou non condamnez-vous l'exclusion de Just, un des deux dirigeants, avec Gérard Bloch, sans lesquels l'OCI n'aurait jamais vu le jour sur un plan théorique**, en particulier dans la lutte contre le pablisme liquidateur dans les années 70 ? Pour être totalement complet, il convient de préciser que les deux premiers à écrire et mener la lutte anti-pabliste furent Bleibtreu et Renard-Tarrant dès 1952-1953. Lambert s'y ralliera. La brochure « *Quelques enseignements de notre histoire* » qui traite Bleibtreu de manière péjorative et injuste mériterait d'être réécrite sur ce plan).

### 5. Broué, « complice des royalistes »...

Broué, grand universitaire et historien trotskyste a été exclu pour une prétendue collusion avec les royalistes de la NAR (Nouvelle Action Royaliste) au moment de la sortie de son monumental Trotsky. Son éditeur lui avait planifié une tournée de présentation de son livre, dont, sur le calendrier arrêté, la librairie de la NAR. Quoi d'infâmant pour un historien que de présenter son livre là où son éditeur le lui demande, fût-ce la NAR royalistes de folklore et de pacotille à la Stéphane Bern, ce benêt réactionnaire ? Seldjouk le savait pertinemment car Broué l'avait mis au courant. Seldjouk ne s'y est pas opposé ; et comme par hasard, quelque temps après, les accusations de collusion coupable avec la NAR ont fusé. Préméditation évidente de Lambert-Seldjouk et silence complice de Lacaze and Co.

La vraie raison : les désaccords politiques formulés quelque temps avant par Broué et ses camarades de Grenoble. Tout est écrit par eux dans plusieurs Bulletins intérieurs (que nous tenons à la disposition de qui le voudra) demandant la création d'une tendance. Broué n'ira jamais au congrès qui se préparait. Viré avant avec un prétexte hallucinant.

**Lacaze-Seldjouk and co : oui ou non condamnez-vous l'exclusion de Broué ?**

Février-10 mai 1992, quatre membres du CC (Jean-Paul Cros, Pedro Carrasquedo, Antonio et Alexis Corbières sont exclus pour un ridicule prétexte de « rupture du centralisme démocratique de bonne foi ». La formule « de bonne foi » est succulente : exclut-on quelqu'un qui aurait fait une erreur (supposée) de bonne foi ?

Toujours est-il que la véritable raison est que ces quatre membres du CC avaient déposé un texte pour le BI en prévision du congrès qui se préparait, texte dans lequel ils demandaient tout bêtement un bilan honnête politique et comptable de la stagnation évidente du PCI sur le plan du recrutement, de la vente et abonnements du journal, le la campagne financière etc. ( **texte à disposition de qui le voudra** )

**1992 : 4 membres du CC exclus pour « rupture du centralisme démocratique de bonne foi »**

Nous aurons l'occasion de revenir sur cet épisode qui a abouti à la création de notre organisation « La Commune »

appuyée sur une liste de 123 militants solidaires, dont Albert Savani, Paul Rauschert, Éric Clérin, etc.

On reviendra sur le forçage qui a été fait sur Pedro sous l'angle : « *Vote l'exclusion d'Antonio, après Seldjouk, ce sera nous* ». N'est-ce pas Dan Moutot, n'est-ce pas Ulysse, Langlade (**appelé à l'époque "le vicaire du Cantal"**), Martignac, Christian Eychen, Patrick Hébert et beaucoup d'autres rencontrés au gré des rendez-vous dans les bistrotis parisiens avec Antonio, Alexis. Cette fois, Pedro a refusé de lever la main pour exclure un militant coupable de rien. Les quatre seront exclus le 10 mai 1992.

## Après les calomnies, les violences, toujours

Quelques semaines après, les vaillants hommes de main de Lambert-Seldjouk-Lacaze s'en sont pris physiquement à nos camarades à la sortie d'un meeting à la Mutualité, en blessant plusieurs dont deux militantes.

Quelle bravoure, quel courage, hein Benny ? (1m 90, 120 kg à l'époque, contre une militante d'à peine 1m50, 50 kg) Plainte avait été déposée à l'époque. On en a gardé copie des fois qu'il vienne à l'idée à certains de nier cet épisode glorieux dans lequel **s'est sans doute brillamment illustré le fait que le « lambertisme a une particularité, c'est d'être un élément constitutif du mouvement ouvrier dans ce pays »**. Cette même particularité qui aboutit à briser la clavicule d'une militante « varguiste » qui défendait en 1972 l'honneur de Varga.

## Lacaze-Seldjouk and Co. : oui ou non condamnez-vous les violences et exclusions contre nous, les quatre du CC et nos camarades ?

### 6. Rapport entre fond et forme

Comme on le voit dans ces quelques exemples (il y en a bien d'autres), il y a bien entendu un rapport entre fond et forme. Lambert n'a pas exclu pour des raisons personnelles, psychologiques, caractérielles ou du fait d'un égo surdimensionné (encore que avec Just, il y avait aussi un peu beaucoup de ça entre eux!). Le fond des questions, c'est la politique, les questions d'orientation. Quand Lambert a passé son « compromis historique » avec l'appareil de FO en particulier avec Bergeron, à l'heure où la plupart des militants trotskystes étaient exclus de la CGT par l'appareil stalinien, ce « compromis » qui permit l'entrée de ces exclus dans la centrale de Bergeron en « échange » de la construction et animation de FO fut un bon compromis. Il permit ce faisant d'éviter la marginalisation syndicale des militants trotskystes qui purent ainsi rester avec et dans leur classe. Sous cet angle vital, Lambert a effectivement su « sortir le trotskysme du ghetto, l'engager, l'implanter, en faire un élément constitutif de la classe ouvrière » selon la formule de Lacaze qui rappelle ce faisant une évidence, sans doute bonne à rappeler. Mais assez vite, ce compromis s'est transformé en son contraire et les accords avoués ou inavouables avec l'appareil syndical (et Franc-maçon) de FO ont tenu lieu d'orientation. La chambre syndicale des employés et cadres FO-sécu secouée par diverses crises en sait quelque chose. Et ne grattons pas trop du côté de FO-Ville de Paris...

### 7. Du compromis à la compromission

Ce changement qualitatif a marqué dès lors l'attitude politique de Lambert, oublieux des fondements du « compromis historique » pour passer à un comportement opportuniste et de soumission à l'appareil de FO.

Une conséquence collatérale fut dans les années 1983- 84 la capitulation organisée, impulsée depuis le « 87 » (le siège du PCI) et donc du bureau de Lambert face à la loi Savary jetant les bases de l'autonomie des universités. (loi du 26 janvier 1984, qui est dans la continuité de la loi Faure de novembre 1968 et combattue par nous) L'UNEF, dirigée à l'époque par nous trotskystes, ne leva pas le petit doigt pour mobiliser les étudiants face à une loi que nous caractérisions par ailleurs comme néfaste ! La négociation secrète dans les couloirs des ministères Mauroy-Savary, ministres de Mitterrand, avait comme messieurs bons offices les dirigeants de FO, dont le premier d'entre eux, Bergeron. Le petit télégraphiste s'appelait alors Cambadélis, secrétaire général de l'UNEF. Et tout passait par le bureau de Lambert où Kostas-Cambadélis allait au rapport. Nous étions aux premières loges. Nous ne comprenions pas tout car toutes les instances dirigeantes, à commencer par le CC étaient complètement écartées des discussions. Mais on sentait confusément que ça puait.

## Lambert a laissé passer volontairement et consciemment la loi Savary de Mitterrand

En échange de la docilité du syndicat étudiant pourtant dirigé par nous, l'UNEF eut la place de choix dans les Conseils d'université mis en place par la loi Savary. Où est le « compromis historique » là-dedans ? Mieux vaut parler honnêtement de « compromission historique » Deux ans plus tard, Cambadélis achèvera son processus d'intégration à la social-démocratie, à laquelle Lambert lui a, somme toute, mis le pied à l'étrier. Kostas entra finalement au PS emportant dans son sillage 400 étudiants. Quel gâchis.

### « Qui tue par l'épée périra par l'épée. » Mathieu 36 :52

Dans ces conditions on comprend qu'à politique inavouable, méthodes inavouables.

#### **Une politique juste est incompatible avec des méthodes dégueulasses .**

Et les méthodes contre Varga, Berg, Just, Broué, Langevin, Panthou, Vincent Présumey, nous, (Jean-Paul Cros, Pedro Carrasquedo, Antonio, Alexis Corbières) ont été dégueulasses. Oui ou non, camarades Lacaze-Seldjouk ? Et vous, entre vous, à l'heure où nous écrivons, vous faites de même. Il vous manque juste, après les injures, les insultes et autres noms d'oiseaux un peu de violence. Gageons que ça ne va pas tarder. A coups d'huissiers maintenant. Et de magouilles pour faire main basse sur l'argent et les comptes (intervention des seldjoukides auprès de la banque, voir échanges de correspondance sur notre site lacommune.fr) Bientôt les tribunaux ? Et vous voudriez qu'on compatisse et qu'on prenne parti entre deux clans de requins incapables de faire un bilan honnête ? Ce qui vous arrive est pourtant normal et logique après tout : **« Qui tue par l'épée périra par l'épée. » Mathieu 36 : 52**

## 8. Et, en ce moment, où sont prétendument les divergences ?

Notre camarade Vincent Présumey a résumé dans un texte récent dans son blog de Mediapart et dans notre journal de septembre très clairement ce qui apparaît au premier abord publiquement :

#### **Affrontement de deux factions**

*« Il apparaît que deux fractions s'affrontent. Toutes deux disent que la situation politique présente ne peut durer et va à l'explosion sociale, un diagnostic que, sous réserve d'analyse plus fine, on peut partager. L'une, celle de la majorité des instances dirigeantes du CCI-POI, avec Marc Gauquelin-Lacaze, Dan Moutot, Lucien Gauthier-Ulysse,*

*Josette Logereau, et l'appui stratégique de Patrick Hébert qui a laissé son poste de secrétaire de l'UD-FO de Loire-Atlantique en mai, préconise dans cette situation la tâche prioritaire de constituer un « appareil politique de la lutte » avant tout constitué de cadres syndicaux, surtout CGT et CGT-FO, en vue de refaire des actions unitaires nationales du type de celle du 9 avril dernier, et ne met pas en cause la politique des directions syndicales, surtout de celle de FO. L'autre, avec un tiers de la direction nationale, Daniel Gluckstein-Seldjouk, François Forgues-De Massot, Jean-Jacques Marie, Pierre Cize ... accuse la direction de mettre la « construction du parti » sous le boisseau en tentant de rénover ou de noyer le POI dans ce « réseau de syndicalistes », et affirme que les mots d'ordres politiques, contre l'Union Européenne et la V<sup>e</sup> République, censés être partagés par tous, doivent réellement être mis en avant ; à mots de moins en moins couverts, elle accuse la majorité de la direction de s'aligner sur l'appareil de FO. Il semble d'ailleurs qu'un facteur ayant mis le feu aux poudres fut le soutien de cette même direction, non seulement à Mailly dans FO, mais à Martinez dans la CGT, allant jusqu'à combattre la masse des délégués de base qui ont mis la politique confédérale en minorité au congrès de la Fédé Santé. Les trois secrétaires nationaux du POI sont avec cette tendance, puisqu'outre le dirigeant FO Claude Jenet décédé quelques mois auparavant, il s'agit de D. Gluckstein lui-même, et de Gérard Schivardi et Jean Markun, qui se sont prononcés en sa faveur par rapport au conflit interne dans le CCI, dont ils ne sont pas membres . »*

### **Confusion de part et d'autre**

Mais force est de constater que la confusion politique règne de part et d'autre et d'abord, tout cela apparaît comme un coup de tonnerre dans un ciel serein : les uns et les autres ont tout voté en matière d'orientation. Les Lacaziens le rappellent eux-mêmes dans leur dernière lettre de liaison du 15 septembre dernier : « jusqu'au BN du 13 juin inclus, ils (*les seldjoukides, NDLR*) votent toutes les résolutions aux congrès, aux bureaux nationaux depuis 2008, et sans jamais en avoir parlé, ils font un journal contre *Informations ouvrières*. » quant aux Lacaziens, jusqu'à cette date, pas un mot, pas une phrase sur cette question prétendument vitale de « l'appareil politique de la lutte »

Par contre, nous nous connaissons deux faits objectifs, indéniables : tous les membres du POI présents au congrès CGT Santé ont proposé leurs bons offices contre la majorité des délégués de cette fédération hostile à Martinez. Ils ont été lors de ce congrès les supplétifs de la direction confédérale stalinienne contre la majorité des 400 délégués présents ! Le POI-CCI s'est opposé frontalement à cette majorité qui a refusé de réélire la direction sortante car en désaccord avec l'orientation impulsée. (Voir l'article de notre correspondant dans La Commune d'avril-mai dernier, n° 96)

L'autre fait troublant vient de Bretagne, dont il semble qu'une majorité confortable soit acquise à Seldjouk mais où les militants de cette région ne cessent de passer des accords électoralo-politiques avec le Front de Gauche et singulièrement le Parti de gauche. Comme de vulgaires opportunistes NPA. Pour des gens qui stigmatisent les Lacaziens sur la question de leur mollesse sur la rupture avec l'UE, on y perd son latin ! Faut-il rappeler les positions capitulatrices de Mélenchon et consorts sur l'UE et ses institutions ?

## 9. « L'appareil politique de la lutte » ?

Le gros clivage serait, selon les Lacaziens, le désaccord politique profond sur une question mise systématiquement au centre : la nécessité de construire « l'appareil politique de la lutte » auquel les Seldjoukides tourneraient le dos, manière de les traiter à mots à peine couverts de mencheviks.

Voilà un problème que nous, qui nous réclamons de Lénine-Trotsky osons modestement soulever : ça veut dire quoi, « l'appareil politique de la lutte » ?

Nous, on lui donnerait, a priori, la signification et contenu de la construction du parti, en toutes circonstances. Tout ça pour ça ? Pourquoi ne pas dire que l'objectif historique depuis Marx est la construction d'un parti révolutionnaire pour assurer la prise du pouvoir ? Trop simpliste ? Bref, cette formule creuse, vague et pompeuse apparaît comme un prétexte pour trouver à tout crin un désaccord vachement théorique. Ridicule et absurde.

En résumé, il y a le moins qu'on puisse dire à boire et à manger dans ces deux factions. De quoi désorienter n'importe quel militant qui perd tout repère.

A ce jour, la guérilla a abouti au fait que les locaux, dont le siège central 87, rue du Faubourg St Denis sont aux mains des Lacaziens et que l'argent, tout l'argent, même le bas de laine mis de côté depuis des lustres est sous le contrôle des Seldjoukides. Nous songeons du coup à en réclamer une partie en compensation du quart de siècle passé avec abnégation dans un parti qui avait au moins pour nous la référence du combat antistalinien et antipabliste, aux côtés de figures révolutionnaires qui forçaient notre admiration : Gérard Bloch, Daniel Renard-

Tarrant, Raoul, Broué, Sebastian Garcia Millan...

## 10. Au fait, quelle base sociale expriment-ils ?

Un élément essentiel d'appréciation consiste à tenter de discerner quelle est la base sociale qui s'exprime derrière ces deux factions de la direction ? Tout bon marxiste sait qu'une telle analyse est essentielle dans la lutte de classes. D'autant que les conditions matérielles d'existence déterminent la conscience comme chacun sait.

### L'aristocratie du lumpen

On peut sans difficulté considérer que le clan Lacaze-Ulysse-Moutot-Josette Logereau-Schapira et consorts est un conglomérat qui regroupe une sorte d'aristocratie du lumpen. Voilà donc des militants qui sont membres, permanents, de la direction de l'OCI puis PCI puis CCI-POI depuis plus de 40 ans pour la majorité d'entre eux et n'ont jamais travaillé, jamais milité dans un quelconque syndicat, sont devenus permanents dès les années 70 et sans pratiquement aucune qualification, ayant pour la plupart abandonné leurs études pour devenir permanents

L'approche de la retraite pour eux, sans doute atteinte pour beaucoup parmi eux, (calculée officiellement au SMIC) les amène à s'angoisser sur leurs revenus. Pour prendre un exemple concret, parmi nous, Pedro exclu en 1992, permanent pendant 98 trimestres touche au titre de sa retraite dans le privé, c'est-à-dire comme permanent, royalement 177 euros mensuels puisque déclaré au SMIC. Heureusement pour lui, il a été exclu ce qui l'a contraint à passer des concours de la Fonction publique de l'Etat. (Il était bien parti selon ses dires pour faire partie de ce corps de lumpen qui n'ont dû et ne doivent leur pitance qu'à des fortunes personnelles ou grâce à leurs épouses, la plupart enseignantes). Seul qualifié de cette faction, Lacaze, architecte DPLG mais dont le dernier plan remonte au bas mot à avant la grève générale de 1968. C'est dire qu'il doit avoir du mal à savoir de quel côté on doit saisir un Rotring...

Qu'on se comprenne bien : un corps de permanents est une nécessité pour un parti révolutionnaire. Mais il doit impérativement être sous le contrôle du parti et ses membres ne doivent pas dépendre pour subsister, toute leur vie, des subsides du parti ou de la famille. N'oublions pas que « les conditions matérielles d'existence déterminent la conscience ».

Cela mène à des mentalités, comportements particuliers, inquiétudes, angoisses sur l'avenir qui pèsent obligatoirement sur n'importe qui. L'un d'entre ces permanents dont nous aurons la charité chrétienne de taire le nom (à lui de faire profil bas) s'est abaissé il y a quelques années à quémander auprès d'un ex-dirigeant du PCI devenu universitaire qu'il lui obtienne une licence et même un poste de prof, lui qui n'avait jamais fini ses études : étonnement et sidération de l'ex-militant. Bon, d'un autre côté, Cambadélis a bien truandé pour exciper de diplômes obtenus de manière obscure, inavouable, selon l'excellente enquête du journaliste Laurent Mauduit.

En résumé à ce stade, la prochaine période va encore plus décanter cette crise profonde et définitive. La quantité s'est transformée en qualité.

Comme le disent la plupart des camarades qui nous écrivent : quel gâchis !

La lutte de classes va se charger de décanter tout ce fatras et d'ouvrir les fenêtres.

**Vive la IVe Internationale, pas l'autoproclamée, mais bien celle de Trotsky et du Programme de transition.**



- **Jean-Paul Cros** , ex-directeur d'école, entré à l'OCI en 1964, membre du CC jusqu'à son exclusion en 1992, ex-responsable départemental du SNUDI-FO ;
- **Pedro Carrasquedo** , entré à l'OCI en 1967, permanent pendant 18 ans, membre du comité de rédaction d'IO, membre du CC jusqu'à son exclusion en 1992, documentaliste au Ministère de la Culture, membre du bureau national de la CGT-Culture, délégué du personnel ;
- **Alain Foulon** , entré à l'OCI en 1980, jusqu'en 1992. Inspecteur Sécurité Sociale- Accidents du travail et maladies professionnelles. Syndicaliste ;
- **Daniel Petri** , entré à l'OCI en 1980, exclu en 1981 pour « morénisme », réintégré en 1985 jusqu'en 1991. Cheminot. Ex-conseiller municipal d'Alfortville. Président du Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville.

Samedi 19 septembre 2015

On consultera également utilement un texte de Vincent Présumey publié au lendemain du décès de Lambert : <http://la-sociale.viabloga.com/news/itineraire-de-pierre-lambert-1920-2008>

---